

page 187 lectures

PIE

India and Asian Geopolitics: the Past, Present

Shivshankar Menon

Washington D.C., Brookings Institution Press, 2021, 416 pages

Diplomate de carrière, Shivshankar Menon a enchaîné les postes de premier plan : ambassadeur au Pakistan et en Chine, il a ensuite été *Foreign Secretary* (2006-2009) et Conseiller national à la sécurité pour le Premier ministre Manmohan Singh (2010-2014). Comme bon nombre de ses collègues une fois leur carrière achevée, il participe activement au débat public sur les affaires internationales et contribue, avec ce nouvel ouvrage, à l'important – et souvent éclairant – corpus produit par les diplomates indiens à la retraite.

Menon propose en effet une analyse de la politique étrangère indienne au prisme des grandes configurations géopolitiques qui se sont succédé en Asie, des années 1940 à 2020. Il assume pleinement l'emploi du terme « géopolitique », reconnaissant son héritage compliqué (association avec l'idéologie nazie) et précisant la définition qu'il lui attribue. En l'occurrence : l'étude « des facteurs de long terme dans la quête de puissance d'un État, tels que la géographie, l'histoire, l'économie et la démographie ». Conscient de l'écueil déterministe, il ajoute que dans une démarche géopolitique « il faut aussi se mettre dans la tête de ceux qui prennent les décisions », donc qu'il est nécessaire de comprendre leurs représentations.

Menon choisit par ailleurs d'inscrire sa réflexion dans un vaste cadre géographique, de l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est jusqu'à la Turquie, en passant par l'Océan Indien, l'Asie centrale, et le Proche et Moyen-Orient. Son propos, qui suit un déroulé chronologique, est organisé en deux parties, sommairement identifiées comme « Le passé » et « Le présent », avec l'année 2008 pour césure.

L'Inde et les trois phases géopolitiques de la période 1947-2008

La première partie court de 1947 – année de l'indépendance de l'Inde – à 2008, année de la crise financière internationale que l'auteur identifie comme point d'inflexion majeur dans les dynamiques géopolitiques en Asie. Menon segmente cette période de soixante ans en trois phases géopolitiques distinctes, montrant à chaque fois comment la politique étrangère indienne a évolué. Ainsi, au monde bipolaire et nucléarisé de la fin des années 1940 et des décennies 1950 et 1960, l'Inde nehruvienne a répondu par le non-alignement et l'appel à la décolonisation, au désarmement et au multilatéralisme. L'auteur insiste, naturellement, sur la pertinence de cette approche, qui a permis à l'Inde de trouver une marge de manœuvre là où cela semblait impossible. À l'inverse, durant la seconde phase – des années 1960 jusqu'aux années 1980 –, l'Inde a vu sa marge de manœuvre se réduire, les retournements d'alliance – rupture sino-soviétique et rapprochement sino-américain – l'ayant conduit à se tourner vers l'URSS et à se replier sur sa périphérie immédiate.

La troisième phase (1989-2008) correspond au redéploiement de la politique étrangère indienne. Dans un contexte marqué par l'effondrement du bloc soviétique et

une mondialisation accélérée, l'Inde a fait le choix de l'ouverture économique, du rapprochement avec les États-Unis et d'un intense réengagement avec l'étranger. Menon rend ici hommage à l'homme qui a impulsé ces choix, le Premier ministre « congressiste » Pamulaparthy Venkata Narasimha Rao (1991-1996), notant qu'il « a entrepris une réforme de la politique étrangère indienne qui a été aussi complète que les fondations posées par Nehru dans les années 1950 ». Menon appelle à la continuation de cette approche discrète, pragmatique et inventive, et se désole à l'inverse de la diplomatie « à la Modi ». Tape-à-l'œil, obsédée par le statut international de l'Inde, et ne travaillant que pour la popularité interne de Modi, cette diplomatie n'est pas, selon lui, à la hauteur des défis qui s'accumulent. Ce sont précisément ces défis, présents et à venir, que Menon expose dans la seconde partie de l'ouvrage, consacrée aux grandes tendances géopolitiques en Asie depuis la crise financière de 2008.

Les incertitudes de l'ère post-2008

Menon décrit l'ère post-2008 comme une phase de transition, changeante et instable, dont on peine à voir sur quel type d'ordre géopolitique elle pourrait déboucher. La seule chose qui transparaît, pour l'heure, c'est que « la crise de 2008 a remis en question l'ordre politique sous-tendu par la dernière vague de mondialisation, à savoir la domination militaire et politique des États-Unis ». L'incertitude est d'autant plus grande que les dynamiques de changement se déploient sur deux niveaux différents : d'abord entre les États, sous l'effet de la montée en puissance de la Chine et de l'Inde notamment, et ensuite au sein même des États, où s'affirment nationalismes durs et aspirations au repli sur soi. Menon observe que l'hyper-nationalisme et le repli sur soi sévissent dans son propre pays, et dénonce à ce titre la politique protectionniste du gouvernement Modi.

Au-delà du cas indien, Menon s'intéresse surtout à la tendance au repli sur soi des États-Unis. Loin d'être réductible à l'administration Trump, elle reflète selon lui des changements structurels dans la politique intérieure américaine, marquée par « un refus de s'engager militairement à l'étranger, le recours aux alliés et partenaires et la réticence à fournir des biens publics globaux ». Il affirme ainsi qu'« il n'est pas raisonnable d'attendre des États-Unis un retour à l'internationalisme interventionniste et libéral des quatre dernières décennies en Asie, quand leurs intérêts ne semblent plus l'exiger et que leur politique intérieure ne le soutient plus ». Certes, concède-t-il, les États-Unis pèsent toujours sur le plan de la sécurité, mais pour combien de temps encore ?

Comme bien d'autres, Menon observe que les dirigeants chinois ont vu dans la crise financière de 2008 une preuve manifeste du déclin américain et le début d'une nouvelle ère, propice au déploiement de leurs capacités d'influence extérieure. La Chine a ainsi montré une propension marquée à l'extension de son « influence militaire et politique dans sa périphérie asiatique et une volonté croissante de s'impliquer dans les affaires internes et les politiques de ses voisins ». Menon s'interroge néanmoins sur les fondements de la puissance chinoise, et souligne de lourdes contraintes, liées à des « préoccupations intérieures écrasantes et des enjeux de survie du régime ». Il n'exclut pas l'hypothèse selon laquelle la

Chine de Xi Jinping aurait agi trop tôt et trop vite, surestimant ses capacités d'influence internationale.

En attendant, la Chine cristallise le malaise général de la phase de transition post-2008, car elle « montre qu'elle peut enfreindre les règles établies par les autres, notamment le droit de la mer, et que les États-Unis et la communauté internationale choisissent de ne pas faire grand-chose ». Menon estime en effet que la situation en mer de Chine du Sud est lourde de conséquences pour le reste du continent, car elle suggère « un effondrement de l'ordre international ». Sa conclusion est sans appel : « l'ordre actuel n'apparaît simplement plus en mesure d'assurer la sécurité en Asie ».

Des rivalités géopolitiques inquiétantes

Même s'il se garde de prédire un avenir sombre pour l'Asie, Menon s'inquiète du retour de la géopolitique au sens classique du terme avec, au premier rang des préoccupations, des enjeux « de frontières, de bases militaires et d'alliances, ainsi que de sphères d'influence ». L'évolution de la relation entre la Chine et les États-Unis le préoccupe particulièrement, car il discerne chez chacun une même propension à « la militarisation et à la sécurisation continue de la politique étrangère, à l'accroissement du rôle des militaires dans la formulation des politiques aux dépens des hiérarchies civiles traditionnelles » et, plus encore, une même « tendance grandissante à voir les problèmes en termes de jeu à somme nulle ».

La relation sino-indienne est tout aussi préoccupante. Menon anticipe, en l'occurrence, une « période de turbulence et d'incertitude », en raison de la volonté chinoise d'influencer l'Asie méridionale et l'océan Indien, du rôle accru de l'Armée populaire de libération dans la prise de décision concernant le rapport à l'Inde, de l'approfondissement des liens sino-pakistanaïses dans une logique anti-indienne et, enfin, de la tendance de chacun des deux voisins à conduire une politique étrangère « sur une base nationaliste explicite » et « pour des effets de politique intérieure ».

La poursuite des tensions avec la Chine portera inévitablement l'Inde à renforcer son partenariat avec les États-Unis, pour protéger ses intérêts. Menon souligne ici que les États-Unis jouent, pour l'Inde, un rôle crucial sur tous les plans : pour son développement intérieur, pour l'aider à gérer son environnement extérieur et à faire face à la Chine, enfin pour contribuer « à la configuration de l'ordre international en cours ». Menon précise néanmoins que le partenariat avec les États-Unis pose son lot de problèmes, parce que des inconnues pèsent sur le futur de l'engagement américain en Asie et que l'Asie du Sud et l'océan Indien vont faire l'objet de la rivalité sino-américaine.

La marche à suivre : des coalitions à géométrie variable

Tout en exposant ces tendances préoccupantes, Menon suggère une marche à suivre pour surmonter les défis qui s'annoncent. Optant pour des approches souples et modestes, il recommande de mettre en place « les habitudes et institutions pour s'assurer que les changements dans l'équilibre des forces, qui sont

inévitables et rapides, se produisent pacifiquement ». En ce sens, la meilleure façon de procéder « serait de construire des coalitions de bonnes volontés sur des enjeux spécifiques, ouvertes à tous les États désireux de participer et de contribuer ».

Menon précise néanmoins que l'Inde ne doit pas limiter sa participation aux coalitions informelles au seul Dialogue quadrilatéral de sécurité (avec les États-Unis, le Japon et l'Australie). Ce mécanisme n'offre, selon lui, « qu'une réponse partielle aux défis de l'Inde », car il est entièrement tourné vers les espaces maritimes. Pour protéger ses « intérêts de sécurité significatifs sur l'espace continental asiatique », l'Inde doit diversifier ses partenaires de coalition et travailler avec la Russie, l'Iran et la Chine, quitte à passer outre les pressions américaines. Menon encourage même l'Inde à envisager la sécurisation des couloirs de navigation dans l'océan Indien et les mers de Chine avec le Japon et la Chine, pariant que la logique des intérêts convergents pourrait conduire de farouches adversaires à trouver les voies d'une coopération ciblée.

Toujours riche et stimulante, la réflexion de l'auteur se perd parfois dans l'épaisseur du texte. Peut-être faut-il mettre en cause l'ampleur de la zone considérée, qui complique la réflexion et oblige à de nécessaires simplifications. Cette approche présente pourtant un double intérêt. Elle rend d'abord compte d'une vision typiquement indo-centrée, dans laquelle New Delhi, fidèle à l'héritage impérial britannique, conçoit le sous-continent indien comme le pivot de l'Asie. Elle permet ensuite à Menon de se démarquer de l'idée, très en vogue, de l'Indo-Pacifique, d'en souligner les limites conceptuelles, et de rappeler que pour un pays comme l'Inde, les enjeux proprement continentaux demeurent essentiels, et l'obligeront à de nécessaires compromis avec toutes les parties prenantes en Asie, Chine comprise.

Isabelle Saint-Mézard

Chercheuse associée au Centre Asie de l'Ifri

Relations internationales

LE GOUVERNEMENT TRANSNATIONAL DE L'AFGHANISTAN. UNE SI PRÉVISIBLE DÉFAITE

Gilles Dorransoro

Paris, Karthala, 2021, 288 pages

En 2003, deux ans après la chute des talibans, Gilles Dorransoro publiait un article prémonitoire : « Afghanistan : chronique d'un échec annoncé ». Fort de sa connaissance d'un pays qu'il a parcouru de longue date, il a, depuis, multiplié les alertes. Son ouvrage démonte la mécanique de cet échec, qu'a entériné l'administration Trump en signant en février 2020 avec les talibans un accord de retrait que l'administration Biden met actuellement en œuvre. Ce grand tournant, et les incertitudes qu'il engendre quant à l'avenir de l'Afghanistan, ne sont toutefois pas le thème central d'un ouvrage qui porte essentiellement sur les opérateurs internationaux et le régime de Kaboul, responsables, nous dit l'auteur, de cette « si prévisible défaite ».

Pour lui, les erreurs américaines ne se résument pas au fait d'avoir ouvert le front irakien en 2003 alors que l'Afghanistan n'était pas encore stabilisé. Est structurellement en cause une « anthropologie imaginaire » qui, à Washington comme à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), a nourri une lecture erronée de la société afghane (place réelle des tribus, dialectique entre État et pouvoirs locaux, etc.) et de ce que sont les talibans, la coalition ayant été incapable de « connaître son ennemi » et, pendant longtemps, de le

reconnaître comme « mouvement politique nationalement organisé ». Ces erreurs scelleront l'échec des stratégies de contre-insurrection voulant gagner « les esprits et les cœurs ».

L'autre volet de l'action internationale ne fut pas mieux conduit. Objectif affiché, la (re-)construction de l'État s'est heurtée à mille difficultés, qui donnent à l'ouvrage son titre. Pour Gilles Dorransoro, c'est bien un « gouvernement transnational » qui fut mis en place, tant dans la phase de transition suivant la conférence de Bonn qu'après la proclamation d'une nouvelle constitution (2004) et l'instauration d'un régime présidentiel. Analysant l'action des opérateurs internationaux (organisations non gouvernementales incluses) et le régime afghan, l'auteur dénonce une « déconstruction des institutions » et un régime qui marginalise les partis politiques, la faiblesse de l'administration nourrissant corruption et captation des ressources. C'est enfin une société déchirée par la guerre civile qui est évoquée, subissant le poids d'une violence multiforme (talibans, forces internationales, milices) dans laquelle la référence à l'islam reste incontournable, tandis que les nouvelles dynamiques sociales liées aux avancées post-2001 restent le plus souvent « sans expression politique ».

C'est donc un tableau très sombre que dresse l'auteur. Les talibans récusent le gouvernement afghan, « marionnette » de l'étranger. Plus diplomatique, la formule de « gouvernement transnational » met elle aussi en avant la question fondamentale de la légitimité politique. Au-delà d'un régime affaibli par ses divisions mais qui tente de faire face – les militaires et les policiers en payant le prix, comme tant de victimes civiles –, faut-il donc désespérer de l'Afghanistan ? L'auteur conclut l'analyse en

replaçant le cas afghan dans un contexte plus large. Loin d'être une « guerre exotique », il s'agit bien d'un « terrain d'expérimentation », offrant « les traits systémiques des guerres civiles contemporaines » qui sont aussi, voire d'abord, des « phénomènes transnationaux ». L'expérience française au Sahel le confirmerait-elle ?

Jean-Luc Racine

LA PART DES DIEUX. RELIGION ET RELATIONS INTERNATIONALES

Delphine Allès
Paris, CNRS Éditions, 2021,
352 pages

Voici un livre dont on est tenté de saluer l'actualité. Eh bien non, justement, nous explique Delphine Allès : l'idée d'un « grand retour » de la religion dans les relations internationales est largement surfaite. Pour une raison simple : elle n'en est jamais sortie. Et ce parce que les grilles de lecture de l'international par le religieux, telles que largement développées dans le débat public, sont autant de miroirs déformants qui occultent bien des complexités.

Ce sont ces complexités que l'auteur veut nous donner à voir, essentiellement par l'exemple indonésien. La « confessionnalisation des représentations » dans la partie 1, puis celle des politiques dans la partie 2, brouillent bien des phénomènes, et notamment la dialectique entre les échelles locale et globale (le lien micro-macro, aurait dit James Rosenau dans *Turbulence in World Politics*).

La logique westphalienne a voulu subordonner le religieux au politique, et

l'enrégimenter. Retour de balancier : on voulut plus tard teinter l'action internationale de religion, pour en capter la légitimité supposée que l'on voyait globalisante et calquée sur les grandes catégories religieuses (islam, chrétienté...). On projette des identités religieuses, un idéal westphalien ou des standards onusiens... s'éloignant ainsi du système international réel, avec ses fondements, principes d'organisation, référentiels normatifs (en cela le tableau de la page 71 est remarquable). On finit même par donner raison à Samuel Huntington. Et par voir dans la supervision des religions le remède aux maux des religions – en oubliant tous les autres. On sacralise la prime à la modération : le soutien à des dynamiques religieuses « modérées » est devenu un fonds de commerce, dans un processus alimenté par les organisations internationales (autre passage fort du livre). Pourquoi cet engouement ? Éléments de réponse, entre autres, page 91. C'est à dessein, mais non sans effet pervers, que la religion est tour à tour sous-estimée et surestimée par les uns ou les autres comme une variable d'ajustement dans la quête de ressource politique.

On apprend ici beaucoup, notamment sur l'Indonésie. Et l'on s'interroge (sans quoi ce ne serait pas un bon livre). Le laboratoire supposé confirmer les hypothèses avancées – celui de l'État archipel, donc – permet-il d'extrapoler ? N'observe-t-on pas d'autres logiques ailleurs (Égypte, Turquie, Russie, Liban...)? Dans d'autres travaux (*Le Jihad au quotidien*, *L'Oumma en fragments...*), Bernard Rougier met à nu des mécanismes différents. La religion peut être instrumentalisée, mais impose ses logiques plutôt que de conduire à l'aporie. La notion de « bricolage identitaire », c'est-à-dire d'utilisation pragmatique des identités au fil des intérêts

des individus, n'est pas nouvelle et d'autres travaux encore auraient pu être repris.

À partir d'un exemple sud-est asiatique moins souvent exploré en Europe, de nombreuses pistes s'ouvrent ici. Il faut s'en réjouir.

Frédéric Charillon

L'ASILE ET L'EXIL. UNE HISTOIRE DE LA DISTINCTION RÉFUGIÉS/MIGRANTS

Karen Akoka

Paris, La Découverte, 2020,
360 pages

Karen Akoka aborde sans détour l'histoire de la distinction réfugiés/migrants ou, plus précisément, celle de l'évolution de la notion de réfugié des années 1950 à nos jours. Sans aucun doute, son ouvrage fera partie de ceux qui rebattent les cartes du débat. Il pourrait même le clore, en tout cas auprès de ceux qui l'abordent sans posture. D'abord, parce qu'il est d'une extrême précision, qu'il s'appuie sur des sources variées, et réfute nombre d'idées reçues. Ainsi, il contredit autant ceux qui considèrent les réfugiés « d'avant » comme plus « authentiques » que ceux d'aujourd'hui, ceux qui regrettent le temps où les institutions de l'asile étaient plus ouvertes et indépendantes que ceux qui s'interrogent sur l'adaptation de la Convention relative au statut des réfugiés – qui fête son 70^e anniversaire en 2021 – aux enjeux actuels.

Pour ce faire, Karen Akoka se penche – selon ses termes, elle les « dissèque » – sur les acteurs qui mettent en œuvre le droit d'asile en France, à savoir l'Office

français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) et ses agents. Force est de constater que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas une science exacte mais un exercice éminemment politique. En se plongeant dans les archives de l'Ofpra, les parcours et les témoignages des agents, Karen Akoka décrit le passage d'un régime de reconnaissance basé sur la seule appartenance à une nationalité à un régime reposant sur la production de la preuve de persécutions individuelles. La bascule s'opère tout au long des années 1980, qui connaissent une chute du taux de reconnaissance du statut de réfugié. Le développement de l'expertise et du positivisme juridique a rigidifié les contours de la notion de réfugié, et a exigé des demandeurs d'asile – terme apparu à la fin des années 1980 – des preuves de leurs persécutions, difficiles voire impossibles à produire. Pourtant, les réfugiés d'Espagne, d'Europe de l'Est, d'URSS, puis, dans les années 1970, d'Asie du Sud-Est auxquels on délivrait automatiquement le statut de réfugié n'étaient pas davantage des militants politiques, ou moins des migrants économiques, que les demandeurs d'asile d'aujourd'hui.

Les visages mêmes de ceux qui constituent l'Ofpra symbolisent les mutations de l'institution. À sa création, il était évident que les agents devaient être des réfugiés, en l'occurrence issus de l'élite cosmopolite d'Europe de l'Est et centrale et des républicains espagnols. L'Ofpra était alors un véritable « consulat des dissidents ». Les agents sont aujourd'hui de jeunes diplômés français – souvent contractuels – soumis aux cadences infernales et aux méthodes du *new public management*. L'Ofpra est devenu « l'administration des demandeurs d'asile ».

Karen Akoka montre les assignations évolutives du droit d'asile et, *in fine*, des catégories de réfugiés et de migrants. Jusqu'aux années 1980, l'asile était un outil de politique étrangère permettant d'affirmer la supériorité morale du bloc occidental face à l'ennemi communiste. Depuis quarante ans, le droit d'asile est subordonné aux objectifs de réduction des flux migratoires, et est devenu un sujet de débat politique interne. L'Ofpra y a gagné en moyens d'action, certainement en autonomie vis-à-vis de l'exécutif, peut-être en professionnalisme, mais pas en distance par rapport à son sujet : les réfugiés.

Matthieu Tardis

Histoire

RETOUR SUR LA FIN DE LA GUERRE FROIDE ET LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE

Nicolas Dufourcq (dir.)
Paris, Odile Jacob, 2020,
496 pages

Trente ans après la réunification allemande, Nicolas Dufourcq revient sur les négociations du traité qui a permis l'unité allemande. Fils du diplomate Bertrand Dufourcq, négociateur pour la France du traité de réunification allemande, il rend ici à ce dernier un bel hommage.

Le livre alterne témoignages, analyses et documents officiels. Des annexes documentaires viennent le clore, notamment des extraits de discours, de Kohl

ou Mitterrand, ainsi que des comptes rendus des négociations.

La première partie concerne le traité « 4+2 », format de négociation créé à Ottawa en février 1990. Elle rappelle les grands buts de la négociation : la frontière Oder-Neisse, le renoncement aux armes ABC (Atomique-Biologique-Chimique), le retrait progressif des troupes soviétiques et l'adhésion de l'Allemagne unifiée à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Le premier chapitre est consacré à un récit de la négociation du traité par Bertrand Dufourcq, mis en perspective dans le second chapitre par les déclarations liminaires du 12 septembre 1990 de Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne (RFA), et de Lothar de Maizière, Premier ministre de la République démocratique allemande (RDA). Ce qui permet de rappeler le « casse-tête juridique » que représentaient les négociations, en raison des accords quadripartites de Potsdam de l'été 1945, gelés par la guerre froide.

Viennent ensuite des témoignages d'acteurs recueillis par l'auteur au printemps 2020. D'abord ceux de politiques : Hubert Védrine, Jacques Attali, Jean-Pierre Chevènement ou Élisabeth Guigou pour la partie française ; Bob Kimmitt pour la partie américaine ou le conseiller de Margaret Thatcher, Charles Powell. Suivent des témoignages de diplomates, représentants des différentes délégations, jusqu'à celui de Pierre de Boissieu, négociateur du traité de Maastricht, intrinsèquement lié aux négociations sur la réunification allemande.

Pour éviter les écueils liés à la « valeur » des témoignages, partiels et partiiaux, Nicolas Dufourcq a fait appel au regard

de l'historien Frédéric Bozo. Celui-ci rappelle le rôle indispensable des archives et la nécessité pour l'historien de restituer les événements dans leur ensemble, au-delà des témoignages isolés. Mais il reconnaît également que « ce genre de témoignages continue d'apporter encore jusqu'à aujourd'hui des éléments intéressants, ne serait-ce que parce qu'ils dévoilent des vérités ou des biais jusqu'alors peu apparents ».

Enfin, l'ouvrage consacre son dernier chapitre à l'effondrement de l'URSS, avec notamment la publication d'entretiens datant de 1992. Cette partie est fondamentale, car elle permet de comprendre les tensions, existant encore aujourd'hui, entre le camp atlantiste et la Russie. Les Soviétiques avaient accepté l'entrée dans l'OTAN de l'ex-RDA, dont le territoire a été « dénucléarisé », mais ils ne pensaient pas – et ne souhaitaient pas – que l'OTAN puisse s'étendre un jour à la Pologne et aux États baltes. L'ouvrage laisse penser que certains dirigeants soviétiques, puis russes, espéraient également une politique d'assistance massive et une main tendue des Occidentaux. Leur amertume a conduit à l'éloignement progressif de la Russie. L'ouvrage de Nicolas Dufourcq a le mérite de rappeler les faits, et de souligner les grandes ambiguïtés des partenaires de la négociation.

Paul Maurice

Sécurité/Stratégie

MILITARY STRATEGY IN THE TWENTY-FIRST CENTURY: THE CHALLENGE FOR NATO

Janne Haaland Matlary et Robert Johnson (ed.)

Londres, Hurst, 2020, 400 pages

Le constat n'est pas nouveau : le mot « stratégie » a perdu de son sens comme le disait un article fondateur de Hew Strachan. Soit par un emploi démultiplié à l'excès, soit par le refus de le considérer dans sa dimension militaire. Face à cette aporie, et alors que d'autres pays s'enhardissent, que peut faire l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ? Il ne s'agit pas tant de définir les objectifs que de lister les défis à la fois géopolitiques, mais aussi internes, que doit traverser l'Alliance, laquelle a été largement chahutée durant la présidence Trump – le livre, publié en 2020, ne peut prendre en compte la nouvelle administration Biden.

La première partie – à l'exception de l'article de Michta sur la grande stratégie US – demeure très théorique et revient sur les liens entre le politique et la stratégie militaire. La nouveauté est là relativement absente sauf pour un développement sur la stratégie maritime de l'OTAN et les défis technologiques. On aurait souhaité élargir la discussion à la façon dont les débats technologiques trouvent leur place dans l'Alliance, occultant souvent la place réelle de la stratégie en substituant le « avec quoi » au « pour quoi ».

La seconde partie synthétise les relations entre la stratégie militaire et le

type de guerre : nucléaire, conventionnelle et irrégulière, jusqu'aux zones grises. Là encore, il aurait pu s'agir de rappeler les débats et la façon dont l'OTAN, à la fois comme organisation et comme acteur militaire, a pu prendre part aux questions et aux débats, les orienter ou se laisser guider par certains alliés. Les auteurs décrivent, plus qu'ils ne soulignent, ces tensions.

On aborde donc la dernière partie avec curiosité : il s'agit de décrire la stratégie militaire de l'OTAN, des États-Unis, mais aussi de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la Pologne, du Danemark, de la Norvège et de la Turquie. Outre un choix qui prête à l'étonnement, on relève quelques incertitudes, voire des raccourcis. Les développements sur les États-Unis n'apportent aucun éclairage nouveau, et c'est assez peu étonnant s'agissant de l'auteur, qui a servi au Pentagone et à la Maison-Blanche sur les questions ottomanes. Sur la France, l'analyse de la *Revue stratégique* de 2017 et du discours d'Emmanuel Macron du 7 février 2020 forme un cadre attendu, mais certaines explications – la propension française aux opérations extérieures mise sur le compte de l'absence d'« inhibition culturelle » – laissent perplexe. Et la conclusion, qui souligne l'incompréhension des initiatives présidentielles françaises dans les capitales européennes (notamment sur l'autonomie stratégique ou l'Europe de la défense), affirme trop rapidement que nos alliés nous considèrent comme un facteur de déstabilisation.

Oscillant entre théorie et illustrations pratiques, cet ouvrage montre vite ses limites. Sur la problématique de l'usage et de l'utilité de la force, on se contente d'une reprise d'interrogations traditionnelles qui n'ont pas, loin s'en faut,

trouvé de réponses satisfaisantes. La seconde aporie tient à l'absence de lien explicite entre les politiques des alliés dans l'Alliance et celles des alliés à l'échelon national – la vision française aurait ainsi été plus facilement comprise. Enfin, les auteurs se concentrent très (trop ?) sur le rapport à la Russie – même si la Chine est citée.

Guillaume Lasconjarias

LES FONDAMENTAUX DE LA PUISSANCE AÉRIENNE MODERNE

Philippe Steininger
Paris, L'Harmattan, 2020,
224 pages

Philippe Steininger rejoint le général Forget qui, avec quelques rares auteurs, a animé la pensée stratégique française sur la puissance aérienne¹. Avec ce livre, l'auteur ne se contente pas d'une simple mise à jour des grands principes stratégiques qui sous-tendent l'emploi de l'arme aérienne en les adaptant aux réalités du XXI^e siècle. Il livre un véritable plaidoyer pour la puissance aérienne, appuyé sur une connaissance intime des opérations aériennes et sur la vision d'un chef militaire rompu aux plus hautes responsabilités.

À partir d'un parcours de pilote de chasse dans l'armée de l'Air et de l'Espace – qui l'amène à piloter *Mirage IIIE*, *Jaguar*, *F4-F Phantom II* et *Mirage 2000*, ainsi qu'à commander les Forces aériennes stratégiques (FAS) – et d'une expérience de conseiller militaire

1. Voir à ce sujet deux ouvrages majeurs : M. Forget, *Puissance aérienne et stratégies*, Paris, Economica, 2001 ; R. Chamagne, *L'art de la guerre aérienne*, Sceaux, Esprit du livre, 2007.

au Centre national des études spatiales (CNES), le général Steininger expose avec clarté les principes fondamentaux qui régissent l'emploi de l'arme aérienne dans les conflits contemporains. Son analyse est éclairée de nombreux exemples historiques, distillés tout au long de l'ouvrage.

Ce dernier s'articule en trois parties inégales mais complémentaires : les caractéristiques fondamentales de la puissance aérienne, ses spécificités et enfin les enjeux pour l'avenir. L'auteur construit sa démonstration en développant les effets de l'arme aérienne dans les sphères physique, mentale et morale. La première partie s'ouvre avec la « diplomatie aérienne », dont il rappelle les dimensions « positives » mais également « coercitives ». Il égrène ainsi l'ensemble des modalités d'expression de la puissance aérienne, ne la restreignant pas à sa dimension militaire.

Rien d'étonnant d'ailleurs à ce que l'auteur insiste sur la forte dimension politique de cet outil militaire. Le général Steininger, en épigone de John Warden, souligne l'essence stratégique de l'arme aérienne, dont le bombardement stratégique est le mode d'expression optimal. Pour autant, il reconnaît que l'image de puissance et d'efficacité qui l'entoure peut également se retourner contre elle. Avec subtilité et rigueur intellectuelle, il réussit à nuancer le débat sur la puissance aérienne sans tomber dans le dogmatisme.

La fin de l'ouvrage est consacrée aux enjeux pour l'avenir. Observant la contraction du format des forces aériennes à un moment où la compétition stratégique semble se durcir, Philippe Steininger évoque tour à tour les enjeux de la masse, de l'interopérabilité et des nouvelles armes. Si certains

développements auraient probablement mérité que l'auteur s'y attarde – sur les drones autonomes ou la connectivité avec les systèmes orbitaux –, on ne peut dans l'ensemble qu'apprécier les qualités pédagogiques de l'auteur. Elles permettent au lecteur d'appréhender la puissance aérienne moderne dans sa globalité, évacuant au passage certains préjugés.

L'intérêt du livre tient autant à la pédagogie de la démonstration qu'à la pertinence des analyses et aux partis pris de l'auteur. Bien qu'il souffre de quelques défauts mineurs (comme l'absence de table des matières) et invite parfois à la polémique, cet ouvrage est une référence incontournable pour celles et ceux qui souhaitent mieux comprendre la stratégie aérienne.

Raphaël Briant

Nouvelles technologies

CHINA'S FINTECH EXPLOSION

Sara Hsu et Jianjun Li
New York, Columbia University
Press, 2020, 320 pages

En seulement quelques décennies, la Chine a vécu une transformation fulgurante, passant d'un statut de pays au niveau de richesse parmi les plus faibles du monde à celui de puissance internationale de premier plan. La révolution numérique a été un ingrédient clé de cette évolution sans précédent, permettant au pays de « sauter » des étapes de développement. En premier lieu dans

les technologies financières. Là où les services bancaires et financiers étaient encore à leurs débuts, des entreprises du numérique ont proposé des offres sophistiquées pour tous les segments de la finance traditionnelle. Ce chemin de développement a fait de la Chine l'un des pays les plus matures en matière de *fintech*, à la fois parce que ces technologies y ont été développées précocement, et du fait du nombre d'utilisateurs qui assure de gigantesques capacités d'apprentissage aux algorithmes sous-jacents. Dans le secteur des paiements par exemple, les deux entreprises dominantes, Ant Financial et Tencent, totalisent plus d'un milliard d'utilisateurs chacune.

Dans *China's Fintech Explosion*, Sara Hsu et Jianjun Li explorent le chemin de développement des *fintechs* chinoises et ses implications économiques, réglementaires et sociétales. Les auteurs soulignent notamment les éléments clés qui ont soutenu l'essor de ces acteurs.

L'un de ces facteurs est lié aux caractéristiques du marché local. Un réseau de commerçants de proximité fragmenté, pénalisé par des infrastructures défaillantes, a par exemple créé une immense opportunité pour l'e-commerce, avant même la généralisation du modèle de supermarché à l'occidentale ; l'essor des smartphones et la faible agilité du secteur bancaire traditionnel ont ouvert la voie à l'adoption de masse du paiement mobile. D'autant que les jeunes générations sont technophiles, et promptes à tester de nouvelles fonctionnalités digitales. Par ailleurs, les perspectives de croissance restent importantes au regard du taux de pénétration, en très forte augmentation mais toujours relativement faible, d'internet en Chine.

Le deuxième élément est une stratégie de diversification permettant de très

puissantes synergies. Prenons l'exemple d'Alibaba. Suite au succès de sa plateforme commerciale, lancée en 1999, le groupe propose en 2004 un nouvel outil de paiement, Alipay, rapidement adopté par ses clients. C'est aujourd'hui le leader mondial du paiement mobile. Lorsqu'en 2013 Alibaba ouvre un fonds monétaire directement accessible depuis Alipay, Yu'e Bao, la souscription est massive et rapide. D'autre part, alors que la faible perméabilité des frontières digitales de la Chine les a protégés de la concurrence internationale, l'extension horizontale de ces véritables écosystèmes sur le sol chinois alimente un important effort d'innovation.

Troisième facteur de succès : la posture relativement conciliante du gouvernement chinois. Ce n'est que récemment que les autorités ont instauré un plafond sur les paiements mobiles, plus de 10 ans après le lancement d'Alipay.

Grâce à une série de cas d'étude sur les principaux acteurs du secteur en Chine, et à une description détaillée du cadre réglementaire, les auteurs de *China's Fintech Explosion* donnent un aperçu concret du développement des *fintechs* chinoises au cours des dernières décennies, jusqu'à leur émergence comme véritables empires.

Camille Macaire

Europe

LA VALSE EUROPÉENNE.

LES TROIS TEMPS DE LA CRISE

Élie Cohen et Richard Robert

Paris, Fayard, 2021, 480 pages

Élie Cohen, économiste et directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), et Richard Robert, éditeur du *think tank* Telos, livrent une analyse globale, fine et extrêmement détaillée de la « poly-crise » que traverse l'Union européenne (UE) depuis maintenant plus de dix ans. L'ouvrage est structuré en quatre parties. La première traite des crises « en cours » : celle du Covid-19 et la réponse financière apportée dans la douleur fin 2020 par les États membres *via* le fonds pour la relance, les crises extérieures de 2013-2018 – le conflit russo-ukrainien et la crise migratoire –, puis la crise du multilatéralisme des années 2016-2020 avec le binôme « Trump-Brexit ».

Face à ces défis, les auteurs estiment que l'Europe réagit souvent en trois temps. D'abord en se montrant submergée et désordonnée. Puis en se divisant lorsqu'il s'agit de faire face. Enfin, au bord du précipice, en trouvant *in extremis* une parade préservant l'essentiel : l'UE. Les auteurs estiment que « l'Union marche sur le fil du rasoir. Mais elle tient ». Cette approche « en trois temps » domine aussi la logique de la deuxième partie du livre, entièrement consacrée à la crise de l'euro 2007-2012, décortiquée en cinq actes (2009-2012) précédés d'un prologue (2007-2009) et suivis d'une mise en perspective de la crise de l'euro (qui dure).

On trouve ici une analyse aussi passionnée qu'objective de la tragédie grecque, du décrochage des pays du sud de l'eurozone, et surtout des incohérences du « couple » franco-allemand. Les auteurs ne se montrent cléments ni avec la France – dont les problèmes économiques seraient pour l'essentiel *home-made* –, ni avec l'Allemagne – néomercantiliste, et qui n'a jamais su assumer les responsabilités qui sont les siennes, même si *in fine* elle ne s'est pas opposée, sous Draghi, au sauvetage de la zone euro par la Banque centrale européenne (BCE). Autant dire que la gestion de la crise de l'euro n'est pas à mettre à l'actif de la chancelière Merkel.

La troisième partie étudie la montée des partis dits « populistes » dans l'UE, et la tentation de *l'exit*, à partir des cas de la Grèce, du Royaume-Uni, de l'Italie, de la France et de l'Allemagne. Pour les auteurs, aussi imparfaite qu'elle soit, l'UE offre un espace hors duquel – et Cohen et Robert se montrent ici très convaincants – il n'y a guère de chance d'améliorer le sort des Européens. On regrettera peut-être l'absence d'analyse des trajectoires de la Hongrie et de la Pologne, qui semblent tourner le dos à l'UE, tout en y restant... On aurait également pu ici insister sur la politique migratoire et d'asile de l'UE, et sur les failles du dispositif « de Dublin ».

La dernière partie traite des incohérences structurelles de l'UE, qui affiche les caractères d'un État qu'elle n'a pas vocation à devenir et fonctionne sur la logique d'une organisation internationale qui s'avère impuissante à gérer un ensemble à 27. Sans parler des tensions permanentes entre dynamiques supranationales et intergouvernementales, et entre fédéralisme et risque d'éclatement.

Trois chapitres, traitant de l'avenir de la zone euro, de la « politique de puissance » et des enjeux institutionnels couronnent cette remarquable analyse, avant une conclusion sous forme de perspectives : « 10 pistes pour l'Europe ». Un ouvrage intelligent, magistral et indispensable.

Hans Stark

L'URGENCE EUROPÉENNE. ÉLOGE DE L'ENGAGEMENT FRANCO-ALLEMAND

Stephan Martens

Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2021, 128 pages

Entre les zéloteurs enamorés du « couple » et les dénonciateurs de l'*imperium* allemand, Stephan Martens nous offre une analyse informée et exigeante du binôme franco-allemand.

L'analyse est nécessaire, car sous les infinies proclamations d'attachement l'impasse est nette. Nul binôme d'États au monde n'a mis sur pied des procédures de coopération aussi poussées – et pourtant les grands choix politiques s'effectuent pour chacun dans la quiétude unilatérale. Le binôme est différemment perçu à Paris et à Berlin – ici plus sèchement, là plus sentimentalement. Et ses fondements sont affectés par le cours même de l'histoire, qui touche en même temps les bases de la construction européenne : la mémoire de la Seconde Guerre mondiale s'estompe – au premier chef pour des dirigeants qui ne l'ont pas connue – comme les exigences nées de la fin de la guerre froide.

Reste le poids des perceptions et des conceptions nationales, et de visions de

l'Europe tout aussi contradictoires. Français et Allemands se fréquentent depuis longtemps mais se connaissent peu – en témoigne la faible pratique croisée de leurs langues respectives. Ils se considèrent du haut de lieux communs historiques – la France de la fantaisie et du politique contre l'Allemagne de la rigueur et du droit... L'Allemagne vise une Europe post-nationale et pré-fédérale quand la France rêve toujours d'une assomption de sa puissance.

Régulièrement, un traité tente de confirmer le mariage. Celui d'Aix-la-Chapelle multiplie les projets d'échange et de concertation – un Conseil franco-allemand d'experts économiques censé rapprocher les conceptions économiques... Et l'on décompte les progrès cosmétiques en matière de défense, de budget de la zone euro ou même de dette commune. Dans les faits, les blocages de pensée demeurent sous les affichages politiques.

La réalité est pourtant qu'il y a bien une urgence franco-allemande pour l'Europe. L'Europe, relève Martens, est aujourd'hui le seul véritable « modèle de vie » démocratique proposé dans le monde et le franco-allemand est de fait la seule force motrice de ce projet. D'où la nécessité que se rapprochent les conceptions des deux acteurs. Berlin doit prendre conscience que l'Allemagne ne peut être forte économiquement contre les autres Européens ; son industrie d'armement ne peut être régie par des logiques purement commerciales ; le monde ne peut être gouverné par le droit et le doux commerce...

La France doit aussi faire évoluer sa vision et ses méthodes, et cesser de croire qu'elle est le seul partenaire concevable dans la tête des Allemands. Le binôme ne peut durer qu'autour de conceptions

proches et non en fonction de coopération technocratiques, intéressantes mais limitées quand les exigences du temps sont d'abord politiques.

Surtout, Français et Allemands doivent s'interroger sur les perspectives de la construction européenne : à 27 l'avance a toute chance de demeurer poussive. Mais le glissement vers le fameux « noyau dur » supposerait que Berlin rompe avec sa religion de l'inclusivité...

Le court essai de Stephan Martens apporte sur des sujets trop communs une fraîcheur d'analyse réconfortante : Français et Allemands ont beaucoup de choses à se dire, au-delà de célébrations convenues. Et la marche du monde rend ces échanges urgents.

Dominique David

Afrique

WAR AND GENOCIDE IN SOUTH SUDAN

Clémence Pinaud
Ithaca, Cornell University Press,
2021, 330 pages

Ce livre jette un éclairage nouveau sur la guerre civile qui éclate en 2013 au Soudan du Sud et le régime mis en place par le Sudanese People's Liberation Army/Movement (SPLA), le mouvement rebelle qui signe l'accord de paix avec le gouvernement de Khartoum en 2005 au terme de vingt-deux ans de guerre et prend la tête du nouvel État lors de l'indépendance de 2011. L'auteur interroge les lectures conventionnelles du conflit à travers trois choix

théoriques. Il s'agit premièrement de le qualifier de « troisième guerre civile », faisant suite aux deux guerres civiles soudanaises (1955-1972 et 1983-2005). Cela permet de revisiter ces dernières en insistant sur les luttes internes au mouvement rebelle sudiste, centrales pour comprendre le processus de formation d'un État basé sur la prédation et sur une idéologie de suprématie ethnique en faveur de l'ethnie Dinka, majoritaire au sein du SPLA.

Ce processus aboutit à la structure politique actuelle, qualifiée d'ethnocratie. Cette insistance sur l'ethnicité comme clé de compréhension du conflit constitue le second choix central de l'ouvrage, à contre-courant des discours académiques et politiques minimisant cet aspect. Le troisième choix : la qualification des violences commises de « génocidaires » et non de « nettoyage ethnique », terme utilisé par les Nations unies. Alors que ce dernier fait référence au déplacement forcé d'une catégorie de population qui conserve tout de même la possibilité d'exister, la violence génocidaire vise l'annihilation du groupe.

Pour soutenir l'argument de l'existence d'un « génocide multi-ethnique » contre tous les groupes ethniques non-Dinka depuis 2013, l'auteur s'appuie sur une analyse minutieuse des différentes phases du conflit à partir d'un riche matériel empirique.

L'écueil d'une approche culturaliste est habilement évité par une analyse historique qui lie constamment la construction des identités et des hiérarchies ethniques aux processus économiques de constitution de classes sociales dominantes, tout en reconnaissant le rôle joué par certains entrepreneurs ethnopolitiques qui activent sélectivement la

mémoire de traumatismes « dormants ». Sur le long terme, l'ethnocratie se construit par la mise en place au sein du SPLA d'un mode de production ethniquement différencié qui s'enracine dans l'histoire de l'esclavage et de la colonisation au Soudan. Il consiste en une prédation socio-économique et sexuelle, un recours au travail forcé et au contrôle de l'économie de guerre.

Au nombre des éléments les plus fascinants de l'analyse : la place des femmes dans ce mode de production. Conçues comme du capital, elles ne sont pas seulement mises au travail – y compris sexuel – forcé, mais échangées ou distribuées pour produire les allégeances militaires. Dans un contexte où l'accumulation des femmes produit la richesse, les commandants du SPLA parrainent les mariages des soldats, se substituant aux pères pour payer le prix de la fiancée et créant ainsi de nouveaux liens d'obligations.

La lecture de cet ouvrage permet de revisiter une question classique des sciences sociales – la construction de l'État – à travers une approche qui fait dialoguer les dimensions identitaires, économiques et genrées pour proposer un récit dense et maîtrisé sur un État produit par et pour la guerre. Elle permet également de comprendre les difficultés de la négociation et de la mise en œuvre d'une paix durable.

Anne-Laure Mahé

THE CITY MAKERS OF NAIROBI: AN AFRICAN URBAN HISTORY

Anders Ese et Kristin Ese
Londres, Routledge, 2020,
216 pages

Anders et Kirstin Ese réexaminent ici l'histoire coloniale de Nairobi, leur riche analyse socio-historique de la capitale kenyane allant de 1899 à 1961 – de la création de Nairobi en tant que dépôt de matériel de construction du chemin de fer destiné à relier Mombasa à l'Ouganda, à l'indépendance du pays.

Nairobi est l'une des villes africaines sur laquelle existe le plus d'écrits scientifiques et de programmes de développement urbain financés par les acteurs de la communauté internationale. Ces travaux s'intéressent notamment au bidonville de Kibera, au sud-est de Nairobi, connu, avec environ 200 000 habitants, comme l'un des plus grands *slums* du continent africain. À travers ces récits et initiatives, Nairobi a été construite comme prototype du discours dominant sur la ville africaine : ville informelle, ville chaotique et de désordre, ville criminelle.

Les auteurs étudient le développement socio-spatial des quartiers réservés aux « Africains », et l'évolution de leur rapport à l'administration coloniale. Plus important encore, ils proposent une analyse fine de la production politique des discours et des idées sur les pratiques et modes de vie de la population urbaine. Les administrateurs coloniaux se servent de ces productions pour justifier leurs dispositifs d'intervention – plus ou moins violents selon les temps coloniaux – dans l'urbanisme de Nairobi. Ainsi, on comprend que les idées d'informalité et de chaos, si présentes dans le discours dominant sur les villes

africaines, et Nairobi en particulier, sont une construction coloniale. Outre qu'ils sont très politisés, ces récits dissimulent la diversité et le sens des formes d'organisation sociale, politique et culturelle qui évoluent dans les différents quartiers.

Anders et Kristin Ese montrent que l'urbanité africaine se caractérise à Nairobi par la formation de nouvelles communautés. Celles-ci se composent de personnes aux origines géographiques (Somalie, Soudan, côte swahiliphone), aux appartenances ethniques (Kikuyu, Meru, Luo, etc.), et aux croyances différentes. Cette mosaïque de cultures, de pratiques et d'identités, ainsi que leurs interactions façonnent la vie urbaine, générant des formes d'organisation sociale et spatiale originales. L'analyse est rafraîchissante et se distingue de la littérature dominante sur le politique au Kenya. Si les travaux sur la formation de l'État et la compétition politique en milieu rural insistent sur le rôle de l'appartenance ethnique dans les conflits sociaux et politiques, cette variable semble être moins déterminante en ville.

Alors que décideurs et investisseurs s'enthousiasment pour le concept des villes nouvelles, modernes et intelligentes, l'ouvrage d'Anders et Kristin Ese rappelle qu'il est important d'en revenir à la formation politique et historique des villes pour comprendre les enjeux de leur développement. Les nombreux projets de nouveaux quartiers qui voient actuellement le jour sur le continent se présentent comme une alternative aux formes obsolètes de l'urbanisme africain, destinée à faire table rase de « l'informalité » et du « chaos ». *The City Makers of Nairobi* rappelle que les racines de l'histoire des villes, qui s'expriment dans les relations

foncières, l'héritage culturel ou l'organisation politique, sont porteuses de sens, et que les comprendre est essentiel pour penser les espaces urbains de demain.

Sina Schlimmer

Asie

TURKEY AND CHINA: POLITICAL, ECONOMIC, AND STRATEGIC ASPECTS OF THE RELATIONSHIP

Selçuk Çolakoğlu

Londres, World Scientific

Publishing, 2021, 165 pages

Sujet incontournable des études sur les relations internationales contemporaines : la République populaire de Chine et son émergence. Les publications sur cette dernière s'accumulent, y compris sur ses relations extérieures qui ne cessent de s'étendre sur l'ensemble du globe.

L'ouvrage de Selçuk Çolakoğlu nous parle de la politique étrangère chinoise en prenant comme angle d'attaque l'un de ses aspects relativement méconnu : ses relations avec la Turquie, pays dont les ambitions géopolitiques ont aussi fait couler beaucoup d'encre ces dernières années. Les relations entre Chinois et Turcs sont anciennes, puisque l'origine des peuples turciques se situe dans les steppes aux confins de l'Empire du Milieu, sans parler de la route de la soie historique qui rejoignait l'Asie Mineure. Annoncées par le président Xi Jinping en 2013, les Nouvelles routes de la soie pourraient elles aussi

passer, entre autres, par l'Anatolie pour mieux relier les marchés européens à la Chine. D'ailleurs, le gouvernement turc, conscient de l'importance géopolitique de son pays, entend pleinement profiter de l'émergence économique de la Chine.

L'auteur nous rappelle que les relations entre ces deux pays ont toujours été soumises aux réalités du système international, en consacrant le premier chapitre de son ouvrage aux relations de la Turquie avec « l'autre Chine », c'est-à-dire Taïwan, depuis la proclamation de la République populaire à Pékin en 1949 jusqu'à la reconnaissance de celle-ci par Ankara en 1971. Durant cette période déjà, un composant essentiel du dossier sino-turc se faisait remarquer : la question ouïghoure, la logique de la guerre froide inscrivant la solidarité identitaire des Turcs vis-à-vis des Ouïghours dans le contexte de la lutte contre le monde communiste.

Dans le sillage du rapprochement sino-américain lancé par l'administration Nixon, la Turquie établit des relations diplomatiques avec la Chine rouge. Mais il faut attendre les années 1990 pour que les relations bilatérales puissent vraiment être relancées, même si l'euphorie de la Turquie suscitée par l'émergence d'un monde turcophone indépendant sur les ruines de l'Union soviétique à cette époque ne manque pas d'agacer les autorités chinoises, irritées par l'activisme de la diaspora ouïghoure en Turquie.

La donne change durant la décennie 2010. D'une part, l'éloignement de la Turquie vis-à-vis de ses partenaires occidentaux, tant au plan des valeurs qu'à celui des intérêts, de l'autre la diplomatie proactive d'une Chine de plus en plus présente dans diverses

régions du monde, y compris en Méditerranée orientale, ont contribué à l'approfondissement des relations sino-turques dans tous les domaines, notamment économique. Il devient alors plus compliqué pour Ankara d'évoquer le sort de ses « frères » ouïghours face à la Chine, désormais troisième partenaire commercial de la Turquie.

Comme l'indique Selçuk Çolakoğlu, Turquie et Chine sont deux puissances émergentes, certes de dimensions différentes. Leurs intérêts et exigences ne sont pas toujours convergents, ce qui rajoute de l'incertitude quant à l'avenir de leurs relations. Cet ouvrage nous décrit habilement une relation bilatérale pétrie de contradictions – ce qui rend son étude d'autant plus intéressante.

Tolga Bilener

WHITE AS THE SHROUD: INDIA, PAKISTAN AND WAR ON THE FRONTIERS OF KASHMIR

Myra MacDonald

Londres, Hurst, 2020, 224 pages

L'Inde et le Pakistan sont aux prises sur les hauteurs inhospitalières du glacier du Siachen dans l'Himalaya depuis 1984. Sauf escalade majeure, peu probable entre deux puissances nucléaires, aucune des deux armées ne peut espérer de victoire tactique sur ce champ de bataille très circonscrit, en raison du terrain implacable de très haute altitude. C'est là qu'est tout le paradoxe : le glacier du Siachen, à plus de 6 000 mètres d'altitude, est inhabitable. Le froid et les conditions météorologiques y tuent plus que les obus ennemis. Il est dénué de valeur stratégique, extrêmement coûteux à ravitailler et à défendre, mais

un repli militaire est pourtant impensable pour des raisons politiques et symboliques. Les tensions récentes entre la Chine et l'Inde sur les hauteurs himalayennes attirent de nouveau l'attention sur ce champ de bataille hors d'atteinte et loin des yeux.

Myra MacDonald, cheffe du bureau Reuters en Inde, s'attache à raconter en détail les conditions de vie particulièrement difficiles des soldats indiens et pakistanais déployés en très haute altitude pour des périodes de plusieurs mois. Dans ces conditions extrêmes, le corps humain peut à peine s'alimenter, se consume lui-même. Les soldats, affectés tant physiquement que psychologiquement par l'altitude, sont à peine capables d'actions tactiques coordonnées et suivies, tout en étant à la merci de fréquents changements météorologiques. Ces conditions n'empêchent pas l'héroïsme et le courage, Myra MacDonald raconte ainsi, entre autres faits de guerre, comment certains soldats pakistanais se sont fait hélitreuiller un à un jusqu'à leurs positions de combat, risquant engelures et œdèmes, pour prendre des positions plus avantageuses sur les montagnes.

Elle resitue ainsi ce conflit gelé dans la longue histoire de la région himalayenne, ce qui permet de montrer la responsabilité relative des explorateurs et administrateurs britanniques dans la transformation en cul-de-sac de ces frontières, autrefois lieu de passage pour les nomades.

L'opération indienne de 1984 sur le glacier du Siachen devait être une reconnaissance estivale sur un territoire non militarisé. La réaction de l'armée pakistanaise, qui a cru à une invasion, a figé les deux camps dans une posture militaire et politique dont ni les uns ni les

autres ne peuvent sortir sans être ceux qui ont « lâché un pouce de terrain ». Incapables désormais de reculer du front qu'ils ont eux-mêmes ouvert, les Indiens en sont réduits à défendre coûte que coûte un glacier alimenté par une seule route, qui s'enfoncé comme un coin entre le Pakistan et la Chine et qui n'a qu'une valeur symbolique.

Myra MacDonald reprend et étend un travail déjà publié en 2007, période durant laquelle elle a pu visiter les positions indiennes et pakistanaises. Son approche narrative, fondée sur son expérience du terrain, fait entendre les voix des Indiens comme des Pakistanais et donne à ressentir tant la difficulté du combat que l'absurdité de cette guerre oubliée. Cette approche tend à figer quelque peu le propos au milieu des années 2000. L'auteur élargit cependant son analyse à la guerre de Kargil, perdue militairement et diplomatiquement par le Pakistan, dans le cadre plus général des escarmouches de haute montagne entre les deux pays.

Damien Carrière

LA MONGOLIE CONTEMPORAINE. CHRONIQUE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIQUE D'UN PAYS NOMADE

Antoine Maire
Paris, CNRS Éditions, 2021,
350 pages

Antoine Maire brosse le portrait politique, économique et stratégique d'un pays qui, en l'espace d'un hiver (1989-1990), a troqué ses habits de seizième République officieuse de l'Union soviétique contre ceux d'un État souverain.

Les manifestations organisées par l'Union démocrate mongole le 10 décembre 1989,

Journée internationale des droits de l'homme, marquent le point de départ d'un processus politique qui voit la Mongolie mettre fin au système du parti unique (loi adoptée le 10 mai 1990), organiser ses premières élections législatives libres (juillet 1990), puis élire le candidat démocrate Punsalmaagiin Ochirbat à la présidence de la République (juin 1993). En parallèle, la Mongolie met en œuvre une « thérapie de choc » axée sur des privatisations massives, une libéralisation des prix et une restructuration du secteur financier. Le passage d'une économie planifiée à une économie de marché provoque une crise conduisant le pays à réorienter son développement autour de la valorisation de ses abondantes ressources naturelles (charbon, cuivre, uranium, pétrole, terres rares).

Par ailleurs, la Mongolie mène une politique étrangère dite « multi-piliers », pour s'extraire des contraintes liées à son enclavement entre les géants chinois et russe. Elle cherche à s'insérer sur la scène internationale en se rapprochant de ceux qu'elle appelle ses « troisièmes voisins » – les pays démocratiques et développés comme les États-Unis ou le Japon –, et en œuvrant à la sécurité mondiale (par exemple, en adoptant un statut de « zone exempte d'armes nucléaires »).

Antoine Maire pointe subtilement les paradoxes qui font de la Mongolie un « cas hybride » des relations internationales. Exception démocratique en Asie du Nord-Est, la Mongolie n'en conserve pas moins des relations privilégiées avec ses voisins immédiats : elle est ainsi liée à la Chine et à la Russie par des accords de partenariat stratégique global. En outre, nonobstant des choix de développement antagonistes après la chute de l'Union soviétique, la Mongolie et la Corée du Nord entretiennent

d'excellentes relations, qui servent de plus-value stratégique à Oulan-Bator pour développer les liens avec Washington, et surtout Tokyo (*via* l'organisation de rencontres entre les Japonais kidnappés par le régime de Pyongyang et leurs familles).

La Mongolie s'est dotée d'une économie de marché, mais celle-ci reste insuffisamment diversifiée. La prépondérance du secteur minier en Mongolie (« Minegolie »), combinée à l'enclavement géographique qui limite les débouchés de ses exportations, a conduit à une dépendance vis-à-vis de la Chine – substituée à la défunte Union soviétique –, ainsi qu'à un interventionnisme croissant de l'État mongol dans le développement économique. Comment cet « État rhizomatique », où les décisions publiques se prennent de manière horizontale en fonction d'alliances traditionnelles et d'une culture du compromis héritée du nomadisme pastoral, peut-il venir à bout de sa « malédiction des ressources naturelles », et concrétiser les visées développementalistes de ses dirigeants ? Telle est la question qu'Antoine Maire pose dans cet ouvrage qui fera date par la qualité de ses analyses sur un pays peu connu et traité au regard de la fascination qu'il suscite dans l'imaginaire collectif.

Michaël Levystone

Moyen-Orient

LE PROPHÈTE ET LA PANDÉMIE. DU MOYEN-ORIENT AU JIHADISME D'ATMOSPHÈRE

Gilles Kepel

Paris, Gallimard, 2021, 336 pages

L'année 2020 a bouleversé le Moyen-Orient, le Golfe et la Méditerranée, plus sans doute qu'aucun épisode depuis longtemps. La combinaison de la pandémie de Covid-19, de l'effondrement des prix du pétrole et du gaz et de la marche forcée d'un Donald Trump en fin de mandat pour imposer les accords dits d'Abraham (normalisation des relations de plusieurs États arabes – Émirats, Bahreïn, Soudan, Maroc – avec Israël) a changé la donne. C'est la chronique analytique de ce moment clé, et de ses répercussions possibles pour la France et l'Europe, que nous livre Gilles Kepel. On y retrouve sa patte, son expérience et son style, toujours friand de vocabulaire recherché : le nord devient généralement le septentrion, et le centre, le mitan. Comme dans ses livres antérieurs, les « nervis » et autres « affidés » – ceux qui servent des puissances ou des chefs de guerre – répondent présents. Comme quoi, les sciences sociales peuvent élargir leur vocabulaire au-delà de « agent », « structure », « construction » ou « performatif ».

Que ressort-il principalement d'un tableau inquiétant à bien des égards ? Golfe, Proche-Orient et Afrique du Nord – avec sa proximité de l'Europe – sont tour à tour scrutés dans leurs évolutions récentes. L'ensemble est didactique, pédagogique, accompagné

d'excellentes cartes réalisées par Fabrice Balanche, appuyé (outre les recherches empiriques de l'auteur) sur les informations du site Al-Monitor, et constitue un décryptage limpide des dynamiques à l'œuvre. L'étudiant, le lecteur informé, le diplomate ou le candidat à quelque concours, y trouveront plus que leur compte.

On est d'abord frappé, mais pas surpris, par l'omniprésence d'Ankara et de son maître Erdogan dans ces processus. Son étrange danse avec un Vladimir Poutine aux ambitions pourtant concurrentes interroge. Sa centralité dans l'affrontement entre un axe « frère-chiite » (sponsors turcs et qataris des Frères musulmans, soutenus avec des nuances par Téhéran) et les supporters du Pacte d'Abraham (Washington, Tel Aviv et leurs alliés arabes autour de Riyad, Abou Dhabi, Le Caire) nous emporte loin du temps où la Turquie était un aimable candidat à l'Union européenne, et un membre fiable de l'Alliance atlantique. Dans ce nouveau « grand jeu », se répondent des affrontements aux dialectiques complexes, aux correspondances et réciprocity cyniques : Libye, Syrie, Arménie, mais aussi Irak, Maghreb, Liban, Gaza... Les jeux d'influence pénètrent aisément la vieille Europe, soit par les États (comme Malte), soit par des réseaux transnationaux : voir les multiples leviers « fréristes » et autres.

La Turquie s'impose, la Russie revient, la Chine s'invite, les États-Unis s'éloignent. L'Europe est absente. L'auteur fustige une fois de plus l'abandon français d'une expertise régionale arabophone pourtant cruciale. Car rien de ce qui est décrit dans ces pages n'est étranger aux convulsions qui ont secoué l'Europe, du terrorisme aux séparatismes, du malaise social aux dilemmes diplomatiques.

Quelle stratégie adopter ? Le Pacte d'Abraham réussira-t-il ? Quelle issue pour l'affrontement interne au sunnisme ; quel avenir pour les nouvelles « banlieues de l'islam » (titre d'un précédent ouvrage de Kepel) ? Trente-sept années et une vingtaine d'ouvrages après *Le prophète et le Pharaon* (1984), l'environnement stratégique méridional de l'Europe est toujours là. Gilles Kepel aussi.

Frédéric Charillon

Russie

LA NOUVELLE ARMÉE RUSSE

Isabelle Facon
Paris-Moscou, L'Inventaire-
L'Observatoire franco-russe, 2021,
128 pages

L'Occident ne sait plus où donner de la tête pour redécouvrir ses ennemis : terrorisme, Chine, cyberagresseurs, Russie... Moscou, qui relève la tête après l'éclipse de la fin du XX^e siècle, occupe une place de choix dans la hiérarchie des puissances diaboliques, après l'annexion de la Crimée et l'intervention en Syrie. Son armée est à nouveau un symbole de son poids international. Le petit livre que signe Isabelle Facon tente une évaluation du poids militaire russe en le replaçant dans la perspective des trente premières années de la nouvelle Russie.

Les années 90 sont celles d'une déréliction : matériels et budgets en chute libre, entraînements opérationnels à

l'arrêt, image dégradée dans la population après l'Afghanistan et du fait du fonctionnement même de l'appareil militaire. Les annonces de réformes se succèdent sans nulle concrétisation ; le pouvoir civil se méfiant fortement d'une armée qui pourrait représenter, dans la dérive générale, le seul pôle de référence.

Vladimir Poutine affirme une verticale du pouvoir et des valeurs d'autorité qui sièent aux militaires, traumatisés par le délaissement des politiques et les expériences mal acceptées de la modernité occidentale – en Irak puis en Serbie. La « petite guerre » de Géorgie, en 2008, ne redorant que fort peu l'image de l'armée russe. À partir de 2007, plusieurs vagues de réforme se succèdent, appuyées sur un incontestable volontarisme budgétaire : mise sur pied de forces mobiles d'action rapide, renforcement des forces de défense aérienne, puis retour à la construction de forces orientées sur l'hypothèse d'un conflit majeur. En 2015, le nombre de contractuels dépasse dans les armées russes celui des appelés... La crise russo-ukrainienne de 2014, l'intervention en Syrie – sur place et à distance – accrédi-teront une nouvelle image d'efficacité des forces russes.

Dans la remontée en force internationale de la Russie, la dimension militaire occupe certes une position centrale, comme moyen de contredire, de bloquer, certaines menées occidentales : disposition de forces plus agiles sur les directions stratégiques de l'intérêt de Moscou (Baltique/Kaliningrad, Crimée/mer Noire, Moyen-Orient, Grand Nord) ; maintien du nucléaire garantissant le statut de puissance majeure ; alliances (Organisation du traité de sécurité collective, qui structure la présence de Moscou

en Asie du Sud et centrale, rapprochement russo-chinois); diplomatie de défense (ventes d'armes).

Les faiblesses de cette « puissance militaire convalescente » sont claires (technologies de l'information et de la communication, puissance industrielle, poids global...), mais sans conteste les forces russes ont gagné en efficacité et en crédit dans leur propre population. La rhétorique militaire peut faire son retour, appuyée sur les mythes nés de la Grande Guerre patriotique.

Cela fait-il de la Russie une menace globale ? Chacun jugera, et du maniement par le pouvoir russe de l'image militaire de la puissance nationale, et de la légitimité de la construction, en Occident, de l'épouvantail russe. Il reste qu'il faut compter à nouveau avec la puissance de nuisance militaire russe, et plus globalement avec la Russie. Le petit livre d'Isabelle Facon donne, de manière froide et exigeante, les éléments pour redresser un raisonnement trop souvent livré aux tentations de l'idéologie et de l'ignorance.

Dominique David

POUTINE, LA STRATÉGIE DU DÉSORDRE

Isabelle Mandraud et Julien Théron
Paris, Tallandier, 2021, 384 pages

La première partie de cet ouvrage retrace les ramifications historiques des méthodes russes. Les auteurs théorisent le « poutinisme » non comme une idéologie mais comme un patchwork de fragments slavophiles et d'éléments conservateurs européens, dont la détestation de l'Occident constitue le cœur battant. À partir de la peur omniprésente de la calamité dans la société

russe, le Kremlin a fait du révisionnisme historique un pilier de sa rhétorique autoritaire, Poutine devenant ainsi une des têtes d'affiche du conservatisme. Cette politique entre en résonance avec le vécu de la majorité des citoyens russes, mais fait aussi écho aux critiques toujours plus nombreuses dans le monde du modèle occidental.

Instrumentalisant tous les troubles susceptibles d'ébranler les puissances occidentales, le Kremlin navigue en tentant d'imposer à l'international ses propres règles du jeu. Tout en défendant rhétoriquement les principes de souveraineté et d'équilibre international, Moscou défend ses intérêts et promeut une « dérégulation internationale qui favorise l'autocratie ».

La Russie pousse au désordre, essayant de déstabiliser ses adversaires, avec pour objectif l'effondrement social des pays occidentaux, à travers la guerre de l'information menée par les chaînes russes, ou les cyberattaques visant les démocraties occidentales.

La deuxième partie du livre se penche sur quelques terrains d'application des méthodes poutiniennes sur la scène internationale. Au premier rang : l'Ukraine, de loin le terrain le plus important pour le chef du Kremlin. Le conflit se traduit ici aux plans religieux, infrastructurel et économique. Poutine l'évoquait avant même son arrivée au pouvoir à travers l'expression de *Novorassia*. Minsk I et II n'ont rien changé au jeu de déstabilisation de Poutine – comme le résume Frank Gorenc : « Monsieur Poutine n'est contraint par rien. »

Il convient pourtant de relativiser cette assertion. Poutine peut faire des choix

qui s'avèrent potentiellement défavorables au plan interne : les auteurs rappellent que l'intervention en Syrie a été pour Moscou le moyen de prouver sa puissance mais que l'euphorie est rapidement retombée, cet engagement devenant impopulaire.

La grandeur de la Russie n'arrive que loin dans la liste des aspirations des Russes, mais le langage impérial est toujours présent dans la communication du Kremlin. C'est cette logique que l'on retrouve dans les relations de Moscou avec les pays de l'ex-URSS, que Poutine voit comme une zone « à protéger ». En témoigne le projet d'union

avec la Biélorussie, et l'agacement de Poutine face à ce qu'il considère comme le « double jeu » de Loukachenko.

Ce livre place Vladimir Poutine au centre de l'agitation du monde. Les auteurs proposent une analyse synthétique et approfondie de la complexe stratégie russe, décrivant les diverses étapes de cette « politique du désordre », ses objectifs stratégiques et les moyens mis en place par le Kremlin pour les atteindre.

Elena Roubinski